

Les enjeux de la visite du Président Hu Jintao en France

Entretien avec Jean-Joseph Boillot, conseiller au club du CEPPII

Public Senat Laurent Gabriele 6/11/2010

<http://www.publicsenat.fr/lcp/politique/contrats-francechine-c-une-petite-goutte-d-eau-51570>

Au lendemain de la signature de contrats pour 16 milliards d'euros, c'est le G20, dont la France aura la présidence les 11 et 12 novembre, qui devrait être au centre des discussions entre le président chinois Hu Jintao, et Nicolas Sarkozy vendredi. Pour Jean-Joseph Boillot, économiste spécialiste de l'Asie, c'est là le principal enjeu de la visite chinoise. Entretien

La France et la Chine auraient signé pour 16 milliards d'euros de contrats. Est-ce là le principal enjeu économique de cette visite ?

Sur les montants, ce sont des effets d'annonce. C'est en réalité entre 5 et 10 milliards d'euros sur trois à cinq ans. Il faut voir comment cela va se traduire pour nos entreprises sur place. On ne peut pas sous-estimer les contrats passés, mais il faut ramener tout cela à sa juste proportion. Si on le rapporte au déficit commercial de la France avec la Chine, c'est une petite goutte d'eau. Il faut examiner les choses en termes de transactions. Qu'est-ce que la Chine va mettre sur la table pour dialoguer sur la gouvernance globale ? C'est important dans le contexte d'une érosion graduelle du poids économique de la France. Le PIB de la Chine en parité de pouvoir d'achat est en gros de 8 000 milliards de dollars. Celui de la France est de 2000 milliards de dollars. Nous sommes dans un rapport de 1 à 4, et de 1 à 10 dans une dizaine d'années. Réussir dans les grandes négociations internationales à jouer un rôle certain va nous permettre, malgré un poids économique décroissant, de rester un acteur à vocation mondiale. Pour cela, nous devons à tout prix réunir les conditions pour une bonne présidence du G20 .

C'est donc davantage sur le G20 que portent les enjeux de cette visite ?

A mon sens oui. La question est de savoir si la présidence française va montrer une capacité à réaliser des consensus pour améliorer la gouvernance mondiale. Sur ce point, la confiance de la Chine est indispensable. C'est une puissance qui en 2020 va peser 20 000 milliards de dollars. Pour donner un ordre d'idée, les Etats-Unis pèsent aujourd'hui 13 à 14 milliards de dollars. Et en-dessous, il n'y a plus rien. L'Union européenne est trop divisée en général, le Japon est paralysé par sa proximité avec la Chine, et la plupart des autres pays, à l'exception notable de l'Inde, se contentent plutôt de compter les points. On a besoin de la confiance des Chinois dans l'exercice de cette présidence du G20.

Comment les Chinois perçoivent-ils la France en tant que partenaire ?

Il y a l'idée que la France est « rentrée dans le rang », et qu'elle a compris que les impératifs du gouvernement chinois doivent être strictement respectés. La crise diplomatique entre les deux pays me semble passée, mais je crois que vue de Pékin, la France est toujours sous surveillance. L'attitude de la France à l'égard de la Chine ces deux dernières années, sur la flamme olympique et le Tibet, a été ressentie comme une grande humiliation, pas seulement dans le discours officiel, mais aussi dans la jeunesse chinoise. Vu de la Chine, le passif était extrêmement lourd. Avec cette visite, la Chine nous dit en fait, « votre présidence, on va la regarder d'un œil pas trop mauvais ».

Justement, quelle est la priorité de ce G20 ?

Clairement la question des déséquilibres globaux que les Coréens ont eu beaucoup de mal à traiter. Pour la présidence française, il s'agit d'aborder le sujet des relations entre le dollar et le Yuan par le biais d'une réforme du système monétaire international (SMI). Comment sortir de l'hégémonie du dollar et de l'euro comme monnaie résiduelle, tout en faisant entrer le Yuan dans le jeu des monnaies internationales. L'idée française est de rebondir sur l'intérêt des Chinois pour les DTS (droits de tirage spéciaux) pour en faire une quasi monnaie internationale et inclure le yuan dans le panier de monnaies qui le composent. Il s'agirait donc d'internationaliser le yuan sans qu'il soit pour autant soumis directement aux marchés financiers. Cette négociation suppose un travail en profondeur avec Chinois et Américains pour réfléchir aux solutions techniques et trouver un accord politique.

Quel intérêt pour la Chine ?

Quand on est une grande puissance comme la Chine et qu'on a l'ambition d'être une superpuissance à égalité avec les Etats-Unis, on ne peut pas sur le plan de la gouvernance économique ne pas s'intéresser au système international en vigueur. La Chine ne souhaite pas qu'on lui impose une réévaluation du yuan. Elle veut trouver une solution équilibrée entre l'appréciation de sa monnaie et une croissance rapide de son économie. Elle ne veut surtout pas se faire dicter le moment de la réévaluation du yuan. A partir du moment où le panier de monnaies du DTS comporte du yuan et que le DTS voit son rôle considérablement renforcé comme actif de réserves par les banques centrales, les autorités chinoises sont obligées de s'impliquer beaucoup plus dans les discussions sur l'évolution des taux de change. L'idée est donc de faire progressivement de la Chine un acteur majeur du SMI. Mais personne ne sait exactement comment. D'où ce défi pour la présidence française d'avoir la confiance des autorités chinoises dès le sommet de Séoul.

La France peut-elle compter sur la confiance de la Chine ?

On sent encore une hésitation, une suspicion. D'ailleurs la tradition populaire en Chine considère qu'une humiliation n'est véritablement blanchie qu'à partir du moment où l'ennemi a reçu deux coups. Le premier a en quelque sorte été donné, puisqu'il y a eu ces deux dernières années des visites officielles chinoises partout en Europe, sauf en France. Il est donc possible que lors du G20 il y ait une seconde admonestation, notamment sur la question du SMI où la Chine peut pousser les Français à aller au-delà de ce qu'ils ont en tête par rapport à elle. À nous de jouer finement!